

## Axe 4 – La métropole et le « populaire ».

Mots clés : classes populaires, mobilisations, syndicats, logement social, marginalité

Au travers de cet axe, l'équipe de recherche entend prendre au mot la thématique générale de POPSU 3 « la métropole et les autres ». Mais elle entend aussi la « tordre »... Ici, c'est l'altérité sociale qui nous intéressera autant, sinon davantage, que l'altérité territoriale. Plus précisément cet axe cherchera à sonder la manière dont les catégories populaires vivent, pratiquent et se représentent la métropole et les processus de métropolisation. Ce parti pris est fondé sur un constat simple : la question métropolitaine agite essentiellement des groupes relevant de ce que l'on peut appeler les élites sociales (élus, bureaucrates urbains, professionnels des politiques urbaines, élites économiques, chercheurs, etc.). En revanche, on sait peu de choses sinon rien sur la manière dont les classes populaires perçoivent les réalités et évolutions spatiales, sociales et économiques associées à la métropolisation.

Dans cet axe, nous avons fait le choix de ne pas retenir une définition trop précise ou trop restrictive des classes ou catégories populaires. Pour certaines opérations de recherche, nous aurons recours aux nomenclatures statistiques pour tracer les contours de ces groupes. Pour d'autres, nous pourrions partir de logiques subjectives d'identification aux catégories populaire ou au « peuple ». Pour le dire autrement, on s'intéressera au vécu métropolitain de groupes sociaux qui appartiennent objectivement aux groupes sociaux, déclarant les revenus les moins élevés et/ou occupés dans les professions les moins valorisées, mais nous nous intéresserons aussi à des groupes objectivement mieux lotis mais qui peuvent se sentir à tort ou à raison davantage affectés, voire victimes des processus de métropolisation, qui associent la métropolisation à une sorte de relégation territoriale, sociale et symbolique dont ils se considèrent victimes. Ce sentiment de relégation, nous en faisons l'hypothèse, peut les amener à revendiquer une appartenance à un « peuple », et par là même, donner lieu à des types spécifiques d'identification et d'attitude politique et, pourquoi pas, à des formes spécifiques de mobilisation. On peut même se risquer à une autre hypothèse : le sentiment d'une relégation dans la métropole / par la métropolisation n'est pas nécessairement corrélé à une position effectivement subalterne dans la hiérarchie sociale métropolitaine. Pour le dire en des termes plus concrets, on peut penser que des groupes qui ne font pas objectivement partie des classes populaires se considèrent subjectivement comme des « victimes » de la métropolisation et, sur cette base, développent des stratégies de repli territorial, voire des comportements politiques caractéristiques d'une forme de repli, de rejet ou d'exit.

L'axe « la métropole et le populaire » pourra donner lieu à 7 opérations de recherche :

### **1. La métropole et le populaire (opération transversale)**

Une première manière de saisir le rapport qu'entretiennent les catégories populaires avec le fait métropolitain consistera à réaliser une grande enquête par questionnaires. L'objectif de cette enquête sera d'identifier les variables qui fondent le rapport que les individus et les groupes ont avec l'espace métropolitain et les processus de métropolisation. Il s'agira notamment de tester le poids de variables socio-économiques (rapport à l'emploi, revenus et patrimoine, position objective dans la hiérarchie sociale, etc.) mais aussi de variables territoriales (à condition socio-économique équivalentes, le lieu de résidence et les pratiques de l'espace déterminent-ils des rapports différents à la métropolisation ?), générationnelles ou encore identitaires (poids potentiel de la variable ethnique, poids du sentiment subjectif d'appartenance à une classe ou un groupe social, etc.). Cette enquête impliquera la constitution d'un échantillon assez large permettant de couvrir une grande variété de situations. Cet échantillon devra intégrer des individus habitant dans différentes parties de la métropole institutionnelle mais également à ses marges voire dans ses périphéries lointaines.

### **2. Mobilisations populaires face à la métropole**

La métropole ou la métropolisation sont aujourd'hui fréquemment désignées comme étant la source de maux affectant les espaces urbains (pollution, congestion, cherté du logement, consommation foncière,

caractère opaque des processus de décision qui font la ville, etc.) dont une partie non négligeable affectent plus particulièrement les catégories populaires. Celles-ci sont souvent évincées des parties les plus prisées du parc de logement ; leur accès à certaines aménités urbaines –comme le stationnement- est rendu plus compliqué ; elles sont souvent les premières victimes des processus de gentrification, etc. Pourtant, les travaux sont plutôt rares qui portent sur la manière donc ces catégories s'organisent politiquement pour contester la métropolisation et ses effets. Cette rareté des travaux reflète peut-être la rareté de ce genre de mobilisations, mais encore faut-il l'objectiver. Cette opération de recherche visera donc à identifier ces formes de mobilisation. Il s'agira d'éviter ici le piège du nominalisme. Certaines mobilisations peuvent ne pas désigner explicitement la métropolisation comme le problème mais s'organiser de fait pour en contester certaines manifestations. Il s'agira aussi d'être attentif aux relais que ces mouvements populaires peuvent trouver dans d'autres groupes sociaux, notamment du côté des classes moyennes. On peut imaginer s'intéresser en particulier à deux zones de transformations urbaines intenses, sources potentielles de mobilisation : le périmètre de l'Opération d'Intérêt National Euratlantique et le quartier Saint-Michel.

### **3. Organisations syndicales et métropolisation**

Il n'est pas exagéré de dire que les organisations syndicales sont les grandes absentes des processus de métropolisation. Cette absence tient à la fois à la forme du syndicalisme français. Elle tient aussi aux formes prises historiquement par le processus de construction institutionnelle des métropoles en France. Celles-ci ont été d'abord la créature des Etats ; elles ont été ensuite des espaces de tractations opaques entre intérêts municipaux et plus précisément entre maires. Ce fonctionnement intergouvernemental n'a pas été favorable à la mise en place de formes de contrôle démocratique ; il n'a pas été plus favorable aux syndicats. La mise en place de formes permettant de compenser le « déficit démocratique » intercommunal (Baraize et Négrier, 2001 ; Desage et Guéranger, 2011) comme les conseils de développement n'ont pas été fondamentalement plus favorables aux organisations syndicales. Celles-ci sont restées fortement attachées aux formes de participation très institutionnalisées de type CESER et ont peu investi ces petites fenêtres participatives ouvertes par les métropoles caractérisées par des règles de représentation et des modes de représentation beaucoup plus souples. Cette opération visera donc à enquêter sur le rapport que les organisations syndicales entretiennent avec la métropolisation au sens institutionnel et socio-économique du terme.

### **4. Jeunesse, quartiers populaires, marginalisation et métropole**

Dans cette opération, il s'agira de s'intéresser aux formes de mobilisation qui se font jour dans les quartiers les plus marginalisés de la métropole, les grands ensembles d'habitat social. Le regard portera notamment sur la manière dont les habitants perçoivent leur situation de marginalisation à la fois sociale et urbaine et les mécanismes qui la produisent. On s'intéressera notamment à la question de savoir si la métropolisation est vue comme faisant partie de ces mécanismes de marginalisation ou si, à l'inverse, elle est vue comme un processus permettant de « recentrer », à la fois spatialement mais aussi symboliquement, les quartiers marginalisés. On pourrait en effet faire l'hypothèse que la métropolisation est associée dans les représentations à des processus –brassage des populations, ouverture culturelle, démonétisation du capital d'autochtonie, etc.- qui atténuent les formes de marginalité dont peuvent souffrir les quartiers.

### **5. Les soutiers de la métropolisation**

Cette opération consistera en des enquêtes plus spécifiquement sociologiques sur des groupes sociaux impliqués dans des activités typiquement métropolitaines mais qui sont pourtant le plus souvent invisibilisés dans les discours tant savants que profanes sur la métropolisation. Dans son ouvrage *L'avantage métropolitain*, Ludovic Halbert (2010) évoque cette invisibilisation qui consiste à limiter les « fonctions métropolitaines » aux activités tertiaires à forte valeur ajoutée (finance, activités de coordination économique, métiers de la création, des médias, de la recherche, etc.). Pourtant, les livreurs travaillant pour des plateformes ou encore les femmes de ménage constituent des figures tout aussi caractéristiques des économies et des sociétés métropolitaines. Et pourtant on connaît peu de choses de leurs pratiques

des espaces métropolitains, de leur expérience de la métropole et de leur rapport aux processus de métropolisation. Il s'agira donc ici de sélectionner deux ou trois types de métiers de « soutiers de la métropolisation » et de réaliser des enquêtes qualitatives permettant d'objectiver ces pratiques, expériences et représentations.

#### **6. La métropolisation et les logiques de production et d'attribution des logements sociaux**

Les politiques d'attribution des logements sociaux et de peuplement font aujourd'hui l'objet de profondes recompositions, avec notamment un renforcement du niveau intercommunal sur les questions de peuplement dans le parc de logement social. Dans ce contexte, cette opération de recherche soulève une question centrale : comment les politiques locales d'attribution et de peuplement se recomposent-elles à l'échelle de la métropole bordelaise ? Dans quelle mesure les changements politiques et législatifs se traduisent-ils par des changements des politiques et pratiques locales et par une montée en puissance de ces politiques à l'échelle intercommunale ? Qu'y-a-t-il de véritablement nouveau dans les politiques locales d'attribution et de peuplement qui se redessinent ? Ces politiques sont-elles plus satisfaisantes du point de vue de l'organisation urbaine et de la lutte contre la ségrégation, mais aussi de la transparence, de l'égalité d'accès au logement, de la non-discrimination et de la satisfaction des candidats au logement social ?

#### **7. Les « petits moyens » contre la métropole ?**

Il s'agira dans le cadre de cette opération de se déplacer vers les marges de la métropole et même au-delà de ses frontières administratives. L'idée ici est de tester l'hypothèse selon laquelle certains territoires périmétropolitains se constitueraient contre la métropole. On sait déjà que, aux franges des métropoles, certains territoires se sont organisés contre la métropole : en se constituant en intercommunalité distincte et en établissant des schémas de planification « défensifs » (les fameux « SCOT défensifs »). Si le phénomène est assez connu dans sa dimension politique et institutionnelle, sa dimension sociologique et identitaire reste plus mystérieuse. Il s'agira donc de tester l'hypothèse selon laquelle dans ces territoires, les pratiques des habitants, leur identité voire pourquoi pas leur attitude politique se construisent dans un certain rejet de la métropole. L'hypothèse sous-jacente étant que le rapport à la métropole –ce qu'elle représente et les groupes qui lui sont associés- serait une variable indépendante non négligeable qui expliquerait les comportements des individus (choix de la résidence, modes de mobilité, comportements électoraux, etc.). La commune de Lanton, à proximité du bassin d'Arcachon pourrait offrir un cas d'étude.

#### **Références bibliographique :**

Baraize, F., & Négrier, E. (2001) (dir.). *L'invention politique de l'agglomération*. Paris : L'Harmattan.

Desage, F., & Guéranger, D. (2011). *La politique confisquée: sociologie des réformes et des institutions intercommunales*. Bellecombe en Bauge : Editions du Croquant.

Halbert, L. (2010). *L'avantage métropolitain*. Paris : PUF.

Healy, A. (2007). *Le gouvernement privé de l'action publique urbaine: sociologie politique de la «gouvernance métropolitaine» du Grand Lyon (fin du XXe siècle)* (Doctoral dissertation, Lyon 2).

Lefèvre, C. (2017). *Paris, métropole introuvable: le défi de la globalisation*. Paris : Presses Universitaires de France.